BORDEAUX MOBILITÉS

BORDEAUX EN LUTTES

PHILIPPE POUTOU

Les mobilités (appellation récente) regroupent tous les réseaux possibles de transports :

1. Circulation des personnes :
   - liées au travail et aux études
   - liées à l'accès aux services
   - liées aux loisirs
2. Circulation des biens/marchandises :
   - au départ de la métropole
   - à l'intérieur de la métropole
   - à destination de la métropole
   - en transit
3. Circulation de l'information (TV + réseaux numériques).

POUR NOUS, LES MOBILITÉS CONSTITUENT TYPIQUEMENT UNE THÉMATIQUE TRAVERSÉE À LA FOIS PAR L'ÉCOLOGIE ET LE SOCIAL.

Entre autres causes aggravant la problématique des transports :

- la mondialisation capitaliste : volumes de fret en croissance exponentielle, lobbying des sociétés de transport routier, pollution, usure accélérée des infrastructures financées par les contribuables ; main-mise de multinationales et fonds de pensions sur les transports et le stationnement urbains ;
- **l'aménagement (le dé-ménagement) du territoire, par exemple :**

- des entreprises très majoritairement implantées à l'ouest de l'agglomération bordelaise mais des logements populaires situés à l'est, ou carrément loin de la métropole (conséquence de la hausse des loyers) → déplacements domicile-travail coûteux en budget comme en temps de trajet pour les salarié·e·s, sans compter la pollution automobile ;
- zone de fret de Bordeaux-Bruges implantée en bord de rocade, très loin du port de Bassens et de la gare de triage d'Hourcade → abandon des voies ferrées industrielles.

- **la casse des services publics, y compris de proximité (directives de l'Union européenne appliquées généralement avec zèle par la France) → fréquence et longueur des déplacements accrues.**

À BORDEAUX EN LUTTES, NOUS VOULONS :

– que le transport de marchandises (départ, arrivée, transit) soit enfin repensé avec développement du fret ferroviaire et mise en place du ferroutage ;

– des conditions transparentes qui ne lèsent pas les contribuables bordelais dans le financement du futur pont Simone Veil (au droit du Bd Jean-Jacques Bosc) ;

– une mise en régie métropolitaine de TBM dès 2022, afin d'économiser les millions de dividendes versés aux actionnaires, pour assurer la gratuité totale des transports en commun et un statut de fonctionnaire territorial aux agents TBM ;

– le développement du maillage des lignes de bus et l'intermodalité avec un réseau de R.E.R métropolitain adapté aux déplacements transversaux ;

– des fréquences renforcées des trams, bus et Mobibus répondant aux besoins exprimés par les habitant·e·s avec généralisation du dispositif BUS « Arrêt à la demande » tous les jours et sur toutes les lignes ;

– une augmentation des navettes « Bat-cub » et du transfert fluvial de fret non urgent, la Garonne n'ayant pas vocation à être un parking pour paquebots de luxe ;

– un réel plan Vélo avec pistes cyclables « à haut niveau de service », tel que proposé par l'association Vélo-Cité* ;

– une généralisation des balisages et de l'accessibilité nécessaires à toutes les personnes en situation de handicap (aveugles, mal-voyants, mobilité réduite ...) ;

– une mise en régie publique des parkings et de la voirie, engageant une nouvelle politique du stationnement qui ne pénalise pas les résidents.

NOUS NE VOULONS PAS :

– que des sommes astronomiques financent une mise à 2x4 voies de la rocade, fausse solution mais vrai cadeau au lobby routier ;

– que des trottinettes électriques (accessoires à courte durée de vie et très peu écologiques) soient mises en libre-service et encombrent les trottoirs, déjà souvent trop étroits ;

– que les Bordelais·es soient pris pour cobayes dans l'expérimentation de la 5G* prônée par les géants de la téléphonie et du web (les GAFAM + Samsung, Huawei, Netflix, etc.).

* Cf. aussi notre fiche thématique Écologie.

BORDEAUX EN LUTTES

PHILIPPE POUTOU